

Avis voté en plénière du 20 juin 2018

La réforme des fonds structurels européens

Déclaration du groupe CFTC

Les pères de l'Europe moderne avaient pour volonté de bâtir la paix sur notre continent en réalisant une union des nations et des peuples s'appuyant sur le socle de nos valeurs judéo-chrétiennes.

En période de reconstruction bien naturellement, l'outil économique fût privilégié pour rassembler les hommes et se relever des ruines de la seconde guerre mondiale. Peu à peu le moyen s'est transformé en but jusqu'à faire prédominer la concurrence commerciale et financière sur tout autre objectif. Pour beaucoup ce qui devait protéger fût de plus en plus ressenti comme créateur de précarité et de complexité.

Dans ce contexte, c'est à juste titre que les rapporteurs insistent sur l'enjeu fondamental que constitue l'avenir de la politique de cohésion de l'Union européenne. Encore faut-il que ce formidable levier d'investissement, deuxième ligne du budget de l'Union, après la politique agricole commune soit utilisé à bon escient. L'avis souligne les importantes faiblesses actuelles de cette politique.

Entre autre :

- défaut de cohérence et de ciblage stratégique ;
- prise en compte insuffisante de la réalité et de la diversité des territoires ;
- complexité et lourdeur de la gestion ;
- défaut d'évaluation d'impact.

La CFTC s'inquiète de la contradiction entre les objectifs affichés dans le cadre du socle européen des droits sociaux et les projets de diminution des ressources allouées à la politique de cohésion. Nous pensons comme les rapporteurs, qu'il y a nécessité à améliorer l'efficacité de la politique de cohésion en simplifiant ses instruments et ses procédures.

Mais surtout la CFTC tient à souligner l'importance qu'il y a retrouvé le chemin d'une construction européenne au service de tous et plus particulièrement des plus pauvres, des plus démunis. Une Europe respectant les corps intermédiaires, notamment les familles, cellule de base de toute société.

Une Europe capable de s'opposer à une mondialisation ayant pour toute ambition, l'augmentation à l'infini de la marchandisation de nos sociétés, faute de quoi l'adhésion au projet européen continuera à se déliter avant de disparaître. La CFTC a voté l'avis.